

## Lactalis : le lait contaminé a pu être consommé entre 2005 et 2017



Dans Les Echos, le PDG de Lactalis fait des révélations inquiétantes.

Dans Les Echos ce jeudi 1<sup>er</sup> février, le PDG de Lactalis, Emmanuel Besnier, fait le point sur les enquêtes menées en interne et affirme que Lactalis "ne peut pas exclure que des bébés aient consommé du lait contaminé" entre 2005 et 2017. "La bactérie responsable des problèmes est la même que celle de 2005, époque à laquelle nous n'étions pas propriétaire du site. Elle était confinée dans les infrastructures de la tour numéro 1", annonce-t-il. En précisant que l'entreprise a "libéré des salmonelles Agona en réalisant des travaux sur les sols et les cloisons de la tour de séchage numéro 1". Pour cette raison, et parce que des salmonelles ont bien été trouvées "dans l'environnement" de l'usine entre 2005 et 2017, "on ne peut donc pas exclure que des bébés aient consommé du lait contaminé sur cette période", confie-t-il.

### **"Nous nous posons beaucoup de questions sur la sensibilité des analyses" réalisées**

Emmanuel Besnier indique également que durant cette période, les analyses sur les produits finis ont toujours été "conformes aux exigences sanitaires". Il s'en prend donc au "laboratoire extérieur de référence" qui en était chargé : "Nous nous posons beaucoup de questions sur la sensibilité des analyses faites par ce laboratoire. Nous avons beaucoup de mal à comprendre comment 16.000 analyses réalisées en 2017 ont pu ne rien révéler. Nous avons des doutes sur la fiabilité des tests. Ce n'est pas possible qu'il y ait eu zéro positif".

Lactalis a décidé de mettre à l'arrêt une partie de son site de Craon (Mayenne). "Un arrêt de l'activité de la Tour numéro 1 permettra de relancer l'activité de manière sûre et sécurisée, précise un communiqué publié jeudi matin par le groupe. Nous faisons ce choix, difficile, en prenant toute la mesure de son impact social. Nous faisons ce choix avec l'engagement de tout faire pour que les salariés concernés puissent bénéficier d'une proposition de mobilité dans l'un des sept sites industriels et logistiques du groupe situés dans un rayon de 50 km", explique le PDG de l'entreprise.